

Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE

Béthune, le **13 FEV. 2023**

Tél. : 03 21 63 69 00

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'Inspection du 23 janvier 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEXANS FRANCE - Atelier Coulée

Boulevard du Marais
62300 LENS

Références : MD/MM EQUIPE 4-42-2023
Code AIOT : 0007000535

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'Inspection réalisée le 23 janvier 2023 dans l'établissement NEXANS FRANCE - Atelier Coulée implanté Boulevard du Marais BP 29 à LENS (62300). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'Inspection s'inscrit dans le contrôle des déclarations GERE. En effet, une augmentation anormale des émissions atmosphériques a été relevée lors des déclarations GERE 2022 au titre de l'année 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXANS FRANCE - Atelier Coulée
- Boulevard du Marais BP 29 à LENS (62300)
- Code AIOT : 0007000535
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NEXANS FRANCE est implantée sur les territoires des communes de LENS, NOYELLES-SOUS-LENS et SALLAUMINES, situées au Nord-Est de l'agglomération lensoise.

Cette société est issue de la fusion de l'établissement NEXANS COPPER FRANCE (anciennement Lensoise du Cuivre) avec le site voisin, l'établissement NEXANS FRANCE (Tréfilerie de câbles). Elle est spécialisée dans la production de câbles de cuivre.

Le site de LENS effectue sa production à partir de plaques de cuivre de grande pureté (cathodes) fondues dans le four de fusion (four ASARCO). Le principe de production est à coulée continue. Une roue de coulée assure le passage de l'état liquide à l'état solide (après refroidissement par eau).

La production du câble est poursuivie par le laminage qui assure la réduction de diamètre et la transformation de la barre de cuivre en un câble d'environ un centimètre de diamètre, puis par un traitement chimique du fil dans une solution d'alcool isopropylique qui précède le conditionnement du câble sous forme de spirales de 1 à 1,5 mètre de diamètre et de hauteur.

Le cuivre subit ensuite des opérations de tréfilage (réduction du diamètre du fil), de tordonnage (ensemble de fils parallèles à qui on fait subir une torsion) pour être câblé.

Le site est réglementé par les Arrêtés Préfectoraux d'Autorisation des 15 mars 2007, 08 février 2006 et 12 juillet 2019 actant le classement IED du site.

Le site est soumis à Autorisation pour les rubriques suivantes :

- 2552 : Fonderie de métaux et alliage non-ferreux,
- 3250-b : Transformation de métaux non-ferreux,
- 2564-A : Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des solvants organiques,
- 4719 : Acétylène.

Un dossier de modification relatif à la fusion des deux sites est en cours d'instruction (phase finale, projet présenté à l'exploitant).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'Inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration GERE	Arrêté Préfectoral du 15 mars 2007 Article 9.4.1	/	Sans objet
2	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 15 mars 2007 Article 1.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît une erreur de saisie d'unité lors de la déclaration GERE de l'année 2022 au titre de l'année 2021. Une demande de modification a été transmise.

Concernant le projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire relatif à la fusion des sites "Coulée" et "Tréfilerie", l'exploitant demande certaines modifications qui seront étudiées dans les plus brefs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15 mars 2007 Article 9.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Bilan environnemental annuel (ensemble des consommations d'eau et des rejets chroniques et accidentels) L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente : - des utilisations d'eau. Le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ; - de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le Ministre en charge des Installations Classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées, les rejets de cuivre dans l'air et l'eau et l'élimination des déchets produits. L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'Inspection des Installations Classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le Ministre chargé de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : La déclaration GERE réalisée en 2022 au titre de l'année 2021 fait apparaître une augmentation de facteur 1000 pour les émissions atmosphériques sur les paramètres NOx et SOx. L'exploitant présente les rapports de contrôle des rejets atmosphériques au titre de l'année 2021 et 2022. Il apparaît une erreur de déclaration GERE sur les paramètres NOx et SOx liée à une erreur d'unité. L'exploitant fournit le formulaire de demande de modification. L'Inspection en accuse réception. La demande porte sur les modifications suivantes : - émissions SOX (kg/an): 1136521,367 -> 1136,521 - émissions NOx (kg/an): 2934972,762 -> 2934,972 Les demandes de modifications sont validées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15 mars 2007 Article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Porter à connaissance Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'Autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : La visite d'Inspection permet d'échanger sur le projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire relatif à la fusion des sites "Coulée" et "Tréfilerie". L'exploitant émet des observations sur les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'adresse du siège social : 4 Allée de l'Arche, 92400 COURBEVOIE ;- l'absence de chaufferie (art.8.2.2 à supprimer) ;- fréquence de suivi des eaux pluviales : les fréquences proposées dans le projet sont trop rapprochées compte-tenu qu'il s'agit d'eaux pluviales. L'exploitant demande un allègement à une fréquence semestrielle ou trimestrielle pour ce point. L'Inspection propose d'étudier la demande au regard des concentrations et flux rejetés pour les polluants concernés. L'Inspection informera l'exploitant des conclusions de cette étude. Par ailleurs, l'exploitant indique que le volume de rétention d'eaux incendie calculé dans le porter à connaissance n'est pas respecté aujourd'hui. Toutefois, ce volume sera respecté à échéance 2024 après des travaux de génie civil visant à relier les bassins "Coulée" et "Tréfilerie". Compte-tenu des contraintes techniques et économiques, l'Inspection valide l'échéance des travaux à l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet